

ARTISANS-BIJOUTIERS D'ORAN

«L'activité artisanale est plus que jamais menacée de disparaître»

Lors d'un point de presse organisé ce mardi au siège de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, les membres de la Fédération des bijoutiers, ont tenu à interpeller les pouvoirs publics sur les difficultés auxquelles fait face la corporation. Ils appellent à la désignation de banque spécifique pour les bijoutiers à l'instar des agriculteurs, afin que leurs besoins en crédit soient étudiés en prenant en considération la complexité de leur métier et du coût qu'il occasionne.

Une occasion qu'ont saisie quelques uns parmi les plus anciens artisans-bijoutiers oranais afin d'intervenir, parfois sous l'impulsion d'un ras le bol extrême, lançant un appel de détresse pour exiger l'assainissement rapide de leur secteur qui fait face à la prolifération du commerce informel, de la contrefaçon, de la corruption dans le domaine du contrôle et la flambée des prix de l'once d'or sur le marché international.

Tout en rappelant que l'Algérie occupe la troisième place dans le monde arabe dans la production de l'or après l'Arabie Saoudite et le Liban, avec des réserves estimées à 173,6 tonnes, soit 4,4% des réserves mondiales, M.Delaa, expert en bijoux et pierres précieuses, et membre de la Fédération des bijoutiers, dira que

la consommation du marché local en or est de 208 tonnes par an dont 40% provient de la casse, (les bijoux utilisés), et 60% proviennent d'Agenor et de l'ENOR (Entreprise d'exploitation des mines). L'intervenant a cité à titre comparatif, un exemple édifiant en indiquant qu'en 2001, l'once d'or coûtait 300 dollars et qu'en 2013, il coûte 1600 dollars, soit 300% de plus.

En six mois de travail, la Fédération des bijoutiers devait faire une recherche sur le terrain pour mieux cerner tous les problèmes des artisans-bijoutiers. La matière première coûte pas moins de 520 millions et l'artisan doit par la suite se procurer l'outillage qui coûte encore plus cher, sa marge de bénéfice est dérisoire par rapport à tous ces frais, dira l'intervenant. «Ajoutez à cela

l'imposition qu'il doit payer de l'ordre de 12% de son chiffre d'affaires, ceci sans compter la TVA.» ajoute t-il. Réagissant spontanément, un artisan bijoutier laissera éclater sa colère : «parlons de ces bijoutiers informels qui activent sans registre du commerce, sans facture et sans certificat de garantie notamment les bijoutiers ambulants qui occupent des tables à la ville nouvelle juste devant nos magasins ! Ceux-là nous empoisonnent le métier et ne sont nullement inquiétés. Où est le contrôle de garantie et les services de sécurité et ceux qui combattent l'informel ? Pourquoi laissent-ils faire ? Je vous le dis c'est intentionnel ils veulent anéantir le métier d'artisan !». Cet intervenant très remonté face au constat qu'il vit au quotidien a également dénoncé les ateliers clandestins qui créent, selon lui, tout un réseau de trafic d'or qui se répercute sur le marché, allant jusqu'à citer un lobby «chaoui» qui serait derrière ces réseaux avec la complicité dit-il de certains bijoutiers. Et un autre de dire ; « tout ce qui brille n'est pas or !».

Des déclarations desquelles se démarquent les membres de la Fédération des bijoutiers présents et qui ont tenu à préciser cela, en insis-

tant sur des points précis dont la nécessité de désigner des banques pour les artisans bijoutiers, combattre l'informel de manière légale et d'encourager la formation professionnelle pour le métier d'artisan bijoutier.

Une première estimation indique que le nombre des artisans bijoutiers est de l'ordre de 800 seulement contrairement aux années précédentes où ils étaient plus nombreux. Ceux de l'informel qui activent à la ville nouvelle derrière leur table exposée dans la rue devant les bijouteries formelles sont quant à eux au nombre de 500. La solution à tous ces problèmes doit venir avant tout de l'Etat qui doit mettre un terme à l'informel qui s'exerce au grand jour et à réguler davantage ce métier, pensent bon nombre d'artisans bijoutiers. A partir de là, les gens de la corporation, les authentiques pourront s'organiser. Les consommateurs ne sont pas en reste de ce constat navrant et seule, leur vigilance en achetant leurs bijoux auprès des bijoutiers agréés, tout en exigeant la facture comprenant toutes les garanties pour leur achat, pourra contribuer à écarter les commerçants de l'informel et de la contrefaçon.

Amel Bentolba

SIDI-BEL-ABBÈS

Les propriétaires relogés doivent accepter leur statut de locataire à Sfisef

Quelque 137 logements flambant neuf réalisés récemment dans la commune de Sfisef dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire attendent leurs nouveaux locataires mais à la condition que les bénéficiaires s'engagent à passer du statut de propriétaire à celui de locataire.

Un engagement qui fait depuis grincer des dents les concernés. L'APC, plus prudente avant d'assainir les listes, a convoqués les bénéficiaires pour leur signifier l'engagement auquel ils sont tenus. «Vous ne serez pas propriétaires mais locataires.» Dès la remise des clefs, le bénéficiaire acceptant le principe doit s'acquitter de plus de 2 000 DA de frais de location et oublier son statut de propriétaire. Cette prudence chez l'APC est dictée par un précédent entre 2001 et 2003 où 17 propriétaires de cette même cité Bouhend-Yahia, autrefois appelée Santa, ont bénéficié dans le cadre du Fonad d'un terrain dont les travaux de fondation

et de terrassement ont été pris en charge par l'Etat sans oublier l'enveloppe consentie pour achever la réalisation de leur habitation et 12 ans après. Ces mêmes bénéficiaires, qui ont invoqué tous les prétextes possibles, sont toujours dans leurs anciennes propriétés très vétustes alors que leurs nouvelles demeures sont fermées. Face à ce dilemme, la daïra a changé de ton en convoquant les propriétaires bénéficiaires qui doivent quitter ces demeures dès la remise des clefs avant leur rasage. Jusqu'au jour d'aujourd'hui, quelque 70 propriétaires, après une longue réticence, ont fini par abdiquer et signer l'engagement. D'autres, par

contre, attendent toujours un geste de l'Etat pour bénéficier d'actes de propriété. En attendant l'achèvement de tous les travaux des VRD qui, en principe, ont pour date-butoir le mois de juillet prochain, l'APC continue son opération de signature d'engagement pour ceux qui désirent bénéficier d'un nouveau logement. Pour rappel, le faubourg de Santa, juché

sur le flanc d'une montagne, abrite des propriétés vétustes sans réseau d'assainissement ni d'AEP. Il est appelé à être rasé si on se réfère aux rapports de l'expertise effectuée dernièrement par le CTC qui le classe site dangereux en cas de secousse sismique.

A. M.

Un retraité égorge un autre retraité à Sidi Lahcen

Dans la matinée d'hier, la localité de Sidi Lahcen a été secouée par un meurtre perpétré par un retraité sur son cousin retraité aussi. Le drame s'est produit devant la daïra lorsqu'un homme âgé de 63 ans, retraité du secteur de l'agriculture a, au cours d'une rixe, égorgé son cousin âgé de 67 ans dans des circonstances que seule l'enquête de la police déterminera, sous le regard atterré des passants. La victime a rendu l'âme sur les lieux. Sa dépouille a été déposée à la morgue du CHU de Sidi Bel-Abbès. Quant au présumé meurtrier, il a aussitôt été arrêté par la police.

A. M.

Un étudiant meurt par noyade

Depuis l'ouverture de la saison estivale, le littoral mostaganémois a enregistré son premier décès par noyade, lundi dernier, au niveau de la plage de Sidi El Majdoub, un rivage non surveillé et interdit à la baignade.

Il s'agit d'un jeune homme âgé de 21 ans, originaire de la ville de Tissemsilt et étudiant en 2^e année en sciences politiques à l'Université Abdelhamid-Ben-Badis. Il est allé avec un groupe d'étudiants se rafraîchir mais dès son premier plongeon, il a été entraîné par les courants marins malgré les tentatives de ses camarades et d'autres baigneurs pour le sauver. Aussitôt avertis, des plongeurs de la Protection civile se sont lancés à sa recherche mais l'état de la mer agitée n'a pas du tout facilité les recherches, et à ce jour, le corps de la malheureuse victime n'a pas encore été repêché.

A. B.

Sfissifa sort de son isolement

La commune frontalière de Sfissifa (30 km à l'ouest de Aïn-Sefra), fief des dinosaures, une commune qui se trouve à un jet de pierre de nos voisins marocains, sort petit à petit de son isolement, grâce à une enveloppe financière assez conséquente, allouée dans le cadre des différents programmes, pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens. Après le gaz de ville, l'alimentation en eau potable, l'assainissement, voilà que d'autres infrastructures viennent d'être réalisées dans cette vaste commune, notamment la réalisation des logements locatifs et des aides à l'habitat rural, la réalisation d'un lycée, des centres de santé, d'une bibliothèque, des espaces de jeux et d'une maison de jeunes, ainsi qu'un internat primaire de 200 lits en voie de finition à Forthassa. Par conséquent, les habitants de cette localité (Forthassa) située dans l'extrême ouest, relevant territorialement de la commune et daïra de Sfissifa, une zone pastorale à élevage du meilleur mouton, sollicitent la présence permanente d'un médecin et d'une ambulance pour les cas d'évacuation d'urgence vers l'hôpital de Aïn-Sefra.

B. Henine